L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 18 SEPTEMBRE, 1873.

NOUVELLES ET RUMEURS.

Un correspondant rend compte dans le *Courrier du Canada*, d'une opération habile faite par M. Gravel, qui vient de s'établir à St. François de la Beauce.

M. Sulte qui a été pendant plusieurs années le secrétaire confidentiel de Sir George Cartier, a fait une biographie intime du défunt Baronet. Cette biographie est très-intéressante et mérite d'être lue.

LE GROS BALLON.

Le ballon du Graphic s'est fendu de haut en bas au moment où il allait partir.

Cet accident fut aussi désagréable aux hardis aéronautes qui avaient entrepris le voyage, qu'à la foule impatiente qui était venue de partout assister à l'ascension.

Le professeur Wyse se plaint que le ballon n'a pas été fait suivant ses instructions, et il est bien décidé à recommencer ses travaux.

Des prières, des processions et des pèlerinages se font en ce moment dans tout le monde catholique, pour la cessation des maux qui affligent l'Eglise et la délivrance du souverain pontife. La dévotion au Sacré-Cœur et celle à l'Immaculée-Conception sont les deux dévotions du jour; c'est par elles que les catholiques espèrent fléchir le ciel. Le Canada prend part au mouvement qui se fait partout ailleurs. On fait des processions et des prières publiques en l'honneur de la Ste. Vierge et les églises sont consacrées au Sacré-Cœur.

LA LETTRE.

Nous avons oublié de parler dans notre dernier numéro de l'affaire de la lettre. On sait qu'il s'agit d'une lettre de Sir John A. à l'hon. M. Pope, laquelle au lieu d'être remise à M. Pope fut envoyée à l'hon. John Young, qui la publia dans le *Herald*. Dans cette lettre, Sir John écrivait à M. Pope que, vu la probabilité que l'hon. John Young résignerait son mandat de représentant de la division-ouest de Montréal, lorsqu'il serait convaincu qu'il ne pourrait être nommé inspecteur de farine, s'il ne résignait pas, il fallait décider M. Workman à se présenter pour cette division, en lui faisant espérer un siège au Sénat.

L'hon. John Young, ayant consulté quelques-uns des chefs de l'opposition, publia cette lettre, sur le principe qu'elle était un acte de corruption des plus blâmables. Le parti conservateur répond que rien ne peut justifier l'opposition de rendre publique une lettre privée interceptée criminellement.

Une enquête se fait depuis plusieurs jours pour connaître celui qui a intercepté la lettre; mais on n'a pu mettre encore la main sur le coupable.

La discussion sur la lettre est aussi violente que sur le Pacifique même.

On dit que le siège de l'hon. M. Olivier au Sénat va échoir à M. Bellerose ou à M. de Lanaudière, tout probablement à M. Bellerose. La nomination de M. Bellerose rendra une élection nécessaire dans le comté de Laval pour les deux Chambres.

Plusieurs candidats se disputent ses deux mandats; il est encore question de M. Coursol qui serait fait ministre, si M. Masson ne l'est pas.

Lorsque notre journal paraîtra, la décision de M. Masson sera connue. D'après les rumeurs, M. Masson ne voudrait entrer dans le gouvernement qu'à la condition que la question des écoles sera réglée et l'amnistie accordée à Riel. L'entrée de M. Masson, à ces conditions, satisfierait le *Nouveau-Monde* qui supporterait le gouvernement.

Outre M. Coursol et M. Masson, il est aussi question de M. Lanthier, député de Soulanges.

La nomination de M. Bélanger comme juge marcherait de pair avec celle de M. Bellerose comme sénateur.

On dit aussi que plusieurs autres juges seraient nommés, ces jours-ci, l'un pour Beauharnois, un autre pour St. Jean, un troisième pour Arthabaska et un quatrième pour remplacer l'hon. juge Mondélet qui donnerait sa démission. On dit encore que deux juges de la Cour d'Appel auraient enfin reçu la grâce de la résignation et qu'ils laisseraient le Banc après le terme actuel de Montréal.

Nous avons reproduit, dans notre dernier numéro, le sermon prononcé par le Rév. M. J. B. Primeau, curé de Worcester, à l'occasion du cinquantième anniversaire du mariage de M. Joachim Primeau; mais comme le titre manquait, ceux qui n'auraient pas lu le compte-rendu de la fête n'auraient pas su de qui était ce sermon.

REVUE ETRANGERE.

FRANCE.

La récolte n'a pas été bonne en France cette année. La moisson du blé, qui avait coutume de suffire à la consommation et même de laisser un excédant pour l'exportation, présente un déficit d'un cinquième qu'il faudra faire venir de l'étranger pour compléter l'approvisionnement du marché national. L'effet de ce déficit, causé par l'insuffisance de la récolte, c'est déjà fait sentir d'une manière assez grave.

Le prix du pain s'est élevé d'un tiers, et la cherté soudaine de cet aliment de première nécessité, a failli causer une émeute à Paris, où cette hausse équivalait à un commencement de disette pour la classe pauvre qui est si nombreuse. Le gouvernement de Versailles s'est ému de ces symptômes, et il a donné à cette question sérieuse toute la considération qu'elle mérite. Pour faciliter l'introduction des grains venant de l'étranger, le ministère rappelle les droits sur l'importation des céréales. C'est autant de moins que les consommateurs n'auront pas à payer. Comme la récolte n'a guère été plus heureuse dans les autres pays d'Europe, qu'en France, c'est de l'Asie et de l'Amérique que le commerce français devra faire venir la quantité de blé nécessaire pour alimenter le marché.

Afin d'empêcher autant que possible le peuple de souffrir des suites de la mauvaise récolte, le gouvernement français, après avoir modifié son propre tarif douanier, est entré en négociations avec le gouvernement américain pour obtenir de ce dernier le rappel momentané des droits d'exportation qui existent aux Etats-Unis sur les céréales qui sont expédiées des Etats de l'ouest en Europe.

De cette manière tous les obstacles qui s'opposent à l'introduction des grains en France seront enlevés, et le prix du pain s'élèvera peu au dessus du tarif ordinaire. En prenant ces mesures louables, le gouvernement de Versailles a fait preuve d'un zèle sincère pour les intérêts du peuple et d'une sollicitude réelle pour le bien des classes pauvres.

ESPAGNE.

Les Carlistes se sont emparés, ces jours derniers, d'une petite ville fortifiée, située sur les frontières de la Navarre, et qu'ils tenaient assiégée depuis plusieurs jours. Ce léger succès est venu rompre la monotonie d'une guerre civile jusqu'ici peu fertile en résultats appréciables. Le siège de Bilbao se continue et ne paraît pas devoir se terminer de sitôt. Les républicains, enfermés dans la ville, ont des provisions pour longtemps, et ils se vantent même de pouvoir tenir les Carlistes sous leurs murs pendant la plus grande partie de l'hiver. De ce train-là, la conquête de l'Espagne demandera du temps, et don Carlos pourra léguer à son petit-fils le soin d'entrer dans Madrid.

Il est difficile avec le peu de renseignements exacts que nous pouvons acquérir, à une telle distance, sur la position des belligérants en Espagne, de pouvoir porter un jugement ou faire des conjectures raisonnables sur les faits de cette guerre d'escarmouches; cependant, il nous semble que don Carlos, au lieu de s'amuser à réduire Bilbao ou Berga, ferait mieux de laisser là la Navarre et de pousser une pointe sur Madrid. Ils est certain, vu la position intenable du gouvernement républicain, qu'une tentative de cette sorte aurait de grandes chances de succès. Dans tous les cas, don Carlos risquerait moins en agissant ainsi qu'en restant en Navarre, où ses affaires ne sauraient guère prendre une tournure fort décisive. Plus il attendra et plus il lui deviendra difficile de s'emparer de Madrid, où les républicains raffermissent chaque jour leur position.

M. Castelar, qui vient de succéder au senor Salmeron, prend des mesures énergiques pour affermir son autorité et mettre le gouvernement en état d'écraser les deux insurrections royaliste et socialiste. Le nouveau président a obtenu des Chambres les pouvoirs nécessaires pour lever des troupes en quantité considérable et pour emprunter les sommes indispensables aux frais d'une guerre en règle. Don Castelar est résolu à mettre tout en œuvre pour écraser les deux insurrections; et de la façon dont les Carlistes procèdent, il y a à parier qu'il les réduira avant peu à une impuissance complète. Un esprit d'indécision et de faiblesse semble présider aux mouvements des troupes légitimistes en Navarre, et l'on désespère de voir l'Espagne échapper encore cette fois au joug révolutionnaire, par suite de l'impuissance des Monarchistes.

ETATS-UNIS.

A l'exemple de la France, l'Angleterre vient aussi d'acquiescer ses dettes et de livrer aux Etats-Unis l'indemnité de quinze millions et demi que le Tribunal de Genève l'avait condamnée à payer. La somme a été présentée par M. Thornton, au nom de l'Angleterre, et reçue, au nom des Etats-Unis, par le secrétaire Fish, qui a donné quittance à l'Angleterre aussitôt après avoir touché le

magot. C'est le dernier acte du drame de l'*Alabama*. Cette question, qui pendant si longtemps menaçait le repos et la tranquillité de l'Angleterre, est définitivement réglée et terminée par cet acquiescement.

L'élection du gouverneur du Massachusetts a eu lieu la semaine dernière. Le général Bulter, candidat officiel du gouvernement de Washington, a subi une défaite humiliante. M. Washburne, républicain indépendant et gouverneur sortant de charge, a été élu à sa place. Cette élection a une signification manifeste. Elle est l'indice d'un revirement dans l'opinion qui devra faire réfléchir sérieusement l'oligarchie bureaucrate de Washington. M. Washburne n'a été accepté par les électeurs du Massachusetts que parce qu'il a désavoué et condamné les actes de la dernière session fédérale, et spécialement l'augmentation de salaire avec effet rétroactif que les membres du Congrès se sont votée d'une manière si scandaleuse. Ce fait est d'autant plus digne de remarque que le Massachusetts a été jusqu'ici un des boulevards les plus solides du républicanisme et du *grantisme*. Il serait à souhaiter que l'indignation gagnât aussi les autres Etats et pût être assez forte pour renverser le gouvernement corrompu qui trône à Washington. Aux Etats-Unis, cependant, le corps social tout entier est tellement gangrené que les honnêtes gens, qui restent encore dans ce pays de corruption et de cynisme sont devenus à peu près indifférents quant à la question de savoir par quel gouvernement, démocrate ou républicain, ils seront volés. La protestation tacite que comporte l'élection de M. Washburne au Massachusetts, n'en est pas moins, toutefois, un symptôme digne d'être noté, puisqu'il prouve que dans cet Etat on peut encore s'indigner à la vue d'une assemblée souveraine transformée en une bande de voleurs et d'un gouvernement dont les bureaux sont de véritables cavernes de brigands.

A. GELINAS.

NOS GRAVURES.

ST. HILAIRE.

St. Hilaire se trouve à quelques lieues au sud de Montréal, sur le côté sud de la rivière Richelieu, en face de Belœil, et au pied d'une des plus jolies et des plus hautes montagnes du Bas-Canada. Sur cette montagne se trouve le lac célèbre où autrefois Mgr. de Nancy prêcha la tempérance devant une foule immense venue de partout. C'est pour commémorer ce grand événement qu'une chapelle fut élevée sur le sommet de la montagne avec une immense croix qu'on apercevait de loin. La croix est tombée depuis plusieurs années.

Au pied de la montagne plusieurs moulins sont alimentés par la décharge du lac et on y trouve d'excellents hôtels. On peut voir dans notre gravure l'un de ces hôtels représenté.

L'ORNITHOLOGISTE.

Parmi les hommes qui s'occupent de science et d'histoire naturelle, l'ornithologiste occupe une place importante. L'homme qui passe sa vie à étudier la gentille ailée, à faire des collections d'oiseaux, est rare parmi nous.

Cependant, nous avons parmi nous plusieurs ornithologistes, dont les collections méritent d'être étudiées.

Citons entre autres M. Lemoine de Québec.

Maitre N*** l'ainé, avocat, possède une montre d'argent, ancien modèle, une vraie bassinoire, dont la valeur intrinsèque ne dépasse pas certainement dix francs, mais qui lui a permis d'épargner cinquante mille francs, depuis tantôt trente ans qu'il la porte au gousset.

On le sait riche, on le sait économe; il est très-répandu dans le monde de la littérature et du théâtre; tout naturellement, on a l'idée de s'adresser à lui au premier besoin pressant. Maître N*** écoute la supplique avec un bienveillant intérêt.

— C'est triste, c'est affreux, c'est navrant! s'écrie-t-il quand elle est terminée; vous ne doutez pas, cher ami, du plaisir que j'aurais à vous obliger; malheureusement, vous tombez mal: je n'ai pas d'argent dans ce moment-ci, pas un sou... Oh! que je suis donc contrarié!... Mais attendez... j'ai ma montre... prenez-la, mon bon... J'en suis honteux; c'est tout ce que je puis faire.

Les neuf dixièmes du temps, l'emprunteuse cigale refuse un grain de mil de si petite valeur. Que si, d'aventure, elle l'accepte, la prudente fourmi lui dit en la reconduisant:

— Apportez moi demain la reconnaissance, je me charge du dégageant.

L'autre jour, maître N*** le cadet, s'avisa, lui aussi, de frapper à la porte de son aîné; il fallait que le cas fût bien pressant. Quand il vit celui-ci porter piteusement la main à son gousset:

— Connu, connu! ta montre d'argent, ça ne prend plus. Si tu veux réellement m'obliger, donne-moi ton autre, ta belle en or: on me prêtera au moins deux cents francs dessus.

— Tiens, animal, la voilà... Mais non... j'aime autant la dégaier tout de suite, ce seront des frais de sauvés... Voilà tes deux cents francs; mais n'y reviens pas de sitôt. Rappelle-toi que l'engagement est valable pour treize mois.

Un homme très-riche, mais en revanche très-avare, étant un jour entré dans sa cuisine pendant que ses domestiques dinaient, leur dit avec humeur:

— Et quand donc vos moulins ces eront-ils de moudre?

Un d'entre eux, pour lui faire un reproche de ce qu'il ne leur donnait jamais de vin, lui répondit sur-le-champ:

— Nos moulins, monsieur, n'ont garde de s'arrêter de sitôt, car vous ne les laissez pas manquer d'eau.